

*L'Adresse*

Bien que vous ayez dû retenir votre souffle pendant que vos collègues réfléchissaient avant de vous attribuer le fauteuil, je ne doute aucunement de votre capacité à diriger nos travaux et à imposer le décorum et le respect.

J'aimerais aussi féliciter le premier ministre et ses collègues. Qui aurait pu prédire que le livre rouge, si faible en contenu malgré l'abondance de belles phrases, aurait pu donner lieu à une victoire si fracassante?

Je voudrais aussi remercier les électeurs de la circonscription de St-Albert pour la confiance qu'ils m'ont accordée. Durant la campagne électorale, j'ai parlé de prudence budgétaire et de bonne gestion des fonds publics et ce sont eux qui m'ont confié le mandat de transmettre ce message au gouvernement.

Les députés peuvent être assurés que je défendrai sans relâche le principe de la responsabilité financière durant mon mandat à la Chambre.

Permettez-moi de féliciter le député de Calgary-Sud-Ouest. De tous les défis qu'il aurait pu choisir, il a opté pour une circonscription considérée comme la plus difficile à conquérir et malgré cela, il a triomphé magistralement. Je serai heureux de travailler en collaboration avec lui et avec tous mes collègues du Parti réformiste pour expliquer à tous les Canadiens notre façon de voir le nouveau Canada. D'ailleurs, le député de Calgary-Sud-Ouest l'a fort bien présentée en disant que notre pays devrait être une fédération de provinces démocratique et équilibrée, qui se distingue par la protection de son magnifique environnement, la solidité de son économie, l'acceptation de ses responsabilités sociales et la reconnaissance de l'égalité et de la spécificité de chacune de ses provinces et de chacun de ses habitants.

Permettez-moi de saluer aussi le député de Lac-Saint-Jean et ses collègues. Leur programme diffère du nôtre, mais j'espère qu'avant la fin de la présente législature, les questions qui à l'heure actuelle divisent notre pays nous rapprocheront éventuellement dans un effort commun en vue de la réalisation d'un nouveau Canada.

Son Excellence le Gouverneur général a mentionné que son gouvernement voulait créer des emplois pour les centaines de milliers de Canadiens qui perdent espoir et confiance et ne croient plus au miracle économique que l'on a connu au Canada jusqu'à tout récemment. Nous avons été témoins de piètres tentatives visant le raffermissement de notre économie. La philosophie selon laquelle on parviendrait à la prospérité à coups d'emprunts et de dépenses, on atteindrait ce faux dieu de la prospérité sans efforts, a dirigé le pays vers ce long tunnel menant à la ruine économique. Nous connaissons maintenant un taux de chômage supérieur à 10 p. 100, une augmentation fulgurante du nombre d'assistés sociaux, une dépendance des régions à l'égard de l'aide gouvernementale et, à toutes fins pratiques, des chefs de famille qui ne peuvent plus subvenir aux besoins des leurs. Cette histoire se répète un million de fois dans tous les coins du Canada. Les Canadiens réclament du leadership, des perspectives d'avenir, de l'espoir, mais surtout des emplois et des possibilités de carrière. Que leur reste-t-il quand leur espoir

diminue de jour en jour? Il n'existe pas de programme qui leur donne une chance de réaliser leurs aspirations.

• (1105)

Plus de 30 p. 100 de chaque dollar perçu en impôts par notre gouvernement est actuellement versé aux banquiers et aux investisseurs, à titre d'intérêt sur l'argent que nous avons emprunté et dépensé. Quand la dette s'accroît à une vitesse folle, le coût du service de la dette fait de même. De la façon dont vont les choses sur le plan économique, les Canadiens ne peuvent que s'attendre à un avenir marqué par les hausses d'impôts et la diminution des services, alors qu'ils travailleront au profit des prêteurs et des investisseurs.

Le vérificateur général dit dans le rapport qu'il a déposé hier à la Chambre qu'il ne suffit pas de regarder d'où nous venons. Il faut aussi regarder où nous allons. Et nous allons droit au désastre économique. Il dit aussi que nous devons faire des choix difficiles.

Le gouvernement doit choisir la voie d'un budget équilibré. C'est cela, le choix difficile qu'il lui faut faire. Mais cette voie ne passe pas par les méandres de nouveaux programmes sociaux qui détruisent le désir de travailler des Canadiens et ce ne sont pas non plus les solutions faciles comme le programme d'infrastructure de six milliards de dollars qui nous mèneront où nous voulons aller. Pour équilibrer notre budget, il faut que nous, en tant que Canadiens, acceptions les conséquences des folies qu'ont faites les gouvernements précédents. Si le choix est difficile à faire, c'est que seulement 70 p. 100 de l'argent des impôts peut être rendu aux Canadiens sous forme de services. Si nous n'acceptons pas cette conséquence aujourd'hui, demain il n'en restera plus que 60 p. 100, ou même moins, qu'on pourra investir dans les services aux Canadiens.

Le choix difficile à faire, c'est de décider si nous nous attaquons au problème maintenant ou si nous attendons qu'il soit trop tard.

Au cours de la campagne électorale, nous, les réformistes, avons conçu un programme complet pour équilibrer le budget. Deux millions et demi de Canadiens ont voté en faveur de ce programme. Les Canadiens sont prêts à faire ce choix difficile. Pourtant, le discours du Trône nous a donné peu d'indices que le gouvernement avait même entendu le message. Combien de temps faudra-t-il avant que le gouvernement fasse ce qu'il doit faire et exerce ce choix?

Nous voulons des emplois dans notre pays. On a depuis longtemps détruit le mythe que le financement du déficit créait des emplois. Si cette théorie était valable, il ne resterait plus un seul chômeur au Canada, à l'heure qu'il est.

Donc, où allons-nous? Je demande au gouvernement de s'engager dès maintenant à équilibrer le budget d'ici la fin de la présente législature. Le milieu des affaires attend un signe que la spirale ascendante des dépenses du gouvernement a atteint son sommet. Ce signe nous fera savoir que l'ère des augmentations d'impôts est terminée et que l'avenir nous réserve autre chose que des diminutions de services. Si les gens d'affaires sont convaincus que le gouvernement a le courage de faire ces choix difficiles, alors ils se remettront à investir. C'est là le secret de la